

Un dossier - Venezuela : fin du « chavisme » ou sursaut populaire ?

dimanche 18 juin 2017, par [En LUCHAS \(Venezuela\)](#), [Marea socialista](#), [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juin 2017).

Sommaire

- [En Luchas : “La convocation de](#)
- [Marea Socialista : “Face à \(...\)](#)
- [Polémique des intellectuels de](#)
- [Arc minier de l’Orénoque : \(...\)](#)
- [Une brève chronologie](#)
- [Références : la Constituante](#)

Dans le sillage de l’insurrection du « Caracazo » en 1989, depuis l’élection d’Hugo Chávez en 1998 et plus particulièrement à la suite des immenses mobilisations populaires qui avaient répondu aux tentatives de coup d’État (2002) et de « grève patronale » (2003), le Venezuela a connu un « processus politique » qui a longtemps suscité bien des espoirs.

Une solidarité critique

Le Venezuela bolivarien a été le premier, et incontestablement le plus radical, des gouvernements dits « progressistes » qui se sont établis en Amérique latine dans les années 2000 sur la base d’un fort soutien de celles et ceux « d’en bas » et ont pratiqué, à des degrés très divers, une politique de redistribution sociale et de distanciation de l’impérialisme des États-Unis.

Depuis la France, les anticapitalistes ne peuvent avoir la prétention de distribuer les « bons points » aux peuples latino-américains en lutte. Mais nous sommes de celles et ceux qui ont toujours affirmé notre solidarité internationaliste, même si elle était clairement critique, avec le « processus révolutionnaire » au Venezuela. Il nous semble ainsi important de connaître le point de vue des camarades de deux groupes (En Luchas et Marea Socialista) qui vivent et résistent au sein de ce processus afin de souligner quelques-uns des problèmes qu’ils soulèvent, notamment sur la proposition du Président Maduro de convoquer une nouvelle Assemblée constituante.

Une des questions fondamentales reste de mesurer l’implication de l’impérialisme, des États-Unis notamment, dans la crise actuelle. Non seulement les encouragements, voire les appuis concrets, qu’il peut donner à l’opposition néolibérale vénézuélienne dans sa lutte acharnée contre le gouvernement actuel, mais aussi l’impact que pourrait avoir dans les rapports de forces continentaux en Amérique l’effondrement du chavisme. Il est aussi essentiel de faire un bilan critique de la gestion de Nicolás Maduro.

Une mobilisation urgente

L’immense majorité du peuple vénézuélien vit une situation dramatique : inflation galopante, rareté des produits de première nécessité et des médicaments, corruption généralisée, fuite des capitaux et marché noir, violence croissante qui a déjà fait plus de soixante morts, intervention des

paramilitaires colombiens, etc. Quelles réponses apporter à cette situation ? Tout à leur lutte acharnée pour le pouvoir, ni le gouvernement Maduro ni l'opposition (coalition de la MUD - Table de l'unité démocratique) ne proposent de mesures qui pourraient améliorer les conditions de vie de la population vénézuélienne. Pour les travailleurs et la population pauvre, la mobilisation sur des revendications immédiates de survie est une urgence, tout en défendant leur droit à l'autodétermination sans ingérences extérieures.

D'une façon plus générale, et tous les révolutionnaires le reconnaissent, l'intervention consciente des classes populaires pour la défense de leurs intérêts leur est indispensable pour desserrer l'étau entre un gouvernement Maduro qui ne peut - à ce stade - être considéré comme leur représentant (et ce alors que les accords gouvernementaux avec des transnationales extractivistes se multiplient) et une droite revancharde pro-impérialiste qui ne cherche qu'à utiliser leur colère pour liquider les conquêtes des années Chávez (1999-2013).

En Luchas : "La convocation de l'Assemblée nationale constituante 2017 est nécessaire"

La maladie et la mort de Chávez ainsi que la brusque et forte baisse des prix du pétrole, à des niveaux bien inférieurs au revenu minimum nécessaire pour maintenir la situation de la gouvernance, commencée en 2006, ont ouvert un nouveau chapitre dans la lutte des classes au Venezuela.

L'empire américain, ses gouvernements laquais dans le monde et la lumpen-bourgeoisie nationale ont vu que le temps est venu pour récupérer la rente pétrolière et revenir au modèle du capitalisme tardif, dépendant et importateur qu'ils avaient impulsé.

Mais une nouvelle bourgeoisie apparue entre 2006 et 2013 n'est pas disposée à perdre le contrôle de 96 % des produits de consommation importés. Entre les deux, il y a un gouvernement et un parti, qui a joué à un nouveau multiclassisme socialiste, évitant la confrontation directe entre les classes antagonistes. Les travailleurs touchés par une inflation brutale, la perte de pouvoir d'achat et le remplacement du discours socialiste par une rhétorique de la survie du pouvoir, vacillent entre la passivité et le soutien inconditionnel au gouvernement de Maduro. Cette hésitation a conduit plus d'un million d'électeurs de Chávez à s'abstenir lors des élections législatives en décembre 2015, ce qui a rendu possible le triomphe de secteurs de l'opposition anti-chaviste. (...)

À l'heure actuelle, nous vivons de terribles niveaux de violence quotidienne, dont l'escalade ouvre la possibilité d'une guerre civile, expression d'un débordement de la lutte des classes et du début d'une situation révolutionnaire, mais aussi la possibilité de la formation d'un gouvernement autoritaire cherchant à arbitrer le conflit intérieur de la bourgeoisie, ou d'une intervention militaire étrangère pour effacer le mauvais exemple du chavisme en Amérique latine, les Caraïbes et dans le monde, ou encore d'un blocus économique avec le gel des comptes du pétrole. (...)

Nous souffrons quotidiennement de cette violence de rue, et des nombreux morts, financée par la lumpen-bourgeoisie et par les forces extérieures. En Luchas (Ligue unitaire chaviste socialiste), exige l'incarcération immédiate et la poursuite des auteurs de ces meurtres, quels qu'ils soient et peu importe ce qu'ils prétendent défendre. Pour nous, ce sont des enfants de travailleurs et de salariés qui sont manipulés ou qui tombent dans la mêlée, et pour que cela ne puisse se reproduire,

il ne peut y avoir aucune tolérance, aucune impunité ou dissimulation procédurière de la vérité. (...)

La convocation d'une Assemblée nationale constituante (ANC) a renforcé l'extrémisme de la droite, provoquant une montée incontrôlée de la violence. Dans certains États du pays, comme dans celui de Carabobo, elle a atteint son paroxysme : les gangs criminels armés qui contrôlent certaines zones, lotissements et quartiers des principales villes de cet État, ont imposé le pillage de toutes sortes de commerces, des transports alimentaires et des logements, imposant des péages au déplacement des citoyens, agressant et même assassinant des gens marchant simplement dans les rues. (...)

La Ligue unitaire chaviste socialiste a décidé de participer activement et ouvertement au processus constituant. Nous réaffirmons notre soutien critique au processus bolivarien, et dans ce sens nous allons accompagner les travailleurs, les paysans, les étudiants, les femmes, les salariés, les exploités et les marginalisés dans la perspective d'obtenir une grande représentation légitime dans ce grand scénario parlementaire que sera cette Constituante, afin que leurs députés contribuent à ouvrir la voie à une radicalisation socialiste révolutionnaire du processus. Sans douter ni hésiter, nous sommes du côté du président Maduro en nous appuyant sur les travailleurs pour impulser la révolution socialiste radicale du processus bolivarien.

En Luchas, Valencia, mai 2017

Marea Socialista : “Face à la fausse Constituante : référendum consultatif et respect de la constitution de 1999”

Cette initiative du gouvernement est à l'inverse du processus d'élaboration, de débat et de sanction de la Constitution de 1999 qui comportait la participation active et majoritaire du peuple souverain, un processus qu'à Marea Socialista, nous revendiquons comme une méthode démocratique.

Les annonces connues à ce jour, la Gaceta [l'équivalent du Journal officiel NDT] elle-même portant la convocation faite par Maduro, de même que la déclaration du membre de la Commission présidentielle pour la Constituante Aristobulo Isturiz qui a affirmé : « il n'y a rien à demander au peuple parce qu'aujourd'hui la Constitution actuelle prévoit la Constituante », démontrent qu'il s'agit d'une proposition aux caractéristiques corporatistes et antidémocratiques, avec la participation arbitraire de 50 % d'instances cooptées par l'État et sans consultation. Une proposition qui a seulement servi à jeter de l'huile sur un feu alimenté par les directions politiques et nous place face à un horizon bien plus menaçant.

D'autre part, cette Assemblée nationale constituante n'est ni utile ni nécessaire pour affronter les problèmes les plus urgents et les plus immédiats dont souffre notre peuple. L'urgence d'approvisionner en aliments et médicaments nécessite des mesures concrètes, à l'opposé de celles qu'est en train d'appliquer le gouvernement, par exemple la suspension du paiement de la dette extérieure pour satisfaire les besoins de la population. (...)

Comme vient de le signaler la procureure générale Luisa Ortega, on ne peut pas demander à la population de rester dans la légalité si c'est l'État lui-même qui viole la loi. Sur ce point, il faut être clair : l'actuelle dynamique de répression violente, de caractère démesuré, excessif et dans certains cas brutal, utilisée par les forces de l'État, accompagnées de civils armés, va bien au-delà de tout

contrôle ou supervision de la protestation sociale, elle se convertit en une violation ouverte des droits humains fondamentaux. Entre autres choses, il est bon de rappeler que les délits provoqués par cette violation sont imprescriptibles dans le temps.

Bien entendu, nous rejetons l'action des groupes provocateurs ou les possibles francs-tireurs qui agissent en étant couverts par la direction de la MUD. Mais sans coïncider en aucune façon avec la politique de cette direction ni avec ses convocations, il faut souligner que la majorité des morts, civils désarmés, jeunes et femmes, l'ont été dans le cadre de manifestations qui exerçaient le légitime droit à la protestation, de même que les plus de 700 blessés et les centaines de personnes arrêtées. Dans ce cas, sans aucun doute, nous revendiquons le droit à la légitime défense qu'exercent les manifestants quand l'État viole l'exercice des droits des citoyens. Cette violation constante est la caractéristique principale des régimes autoritaires qui dérivent vers le totalitarisme, et c'est l'un des principaux facteurs qui alimentent la violence. (...)

Dans l'actuelle situation de crise et de violence croissante, il est indispensable de faire valoir la voix du peuple, de faire approuver la convocation par le peuple souverain par référendum, et de même, de faire approuver le résultat de l'Assemblée nationale constituante si elle se réalise de la même manière. C'est pour cela que nous appelons à constituer un grand front pour l'exiger et mettre en œuvre ces référendums consultatifs. Et en attendant, nous exigeons depuis cet espace la pleine vigueur de la Constitution de 1999. (...)

Un exemple de cela est l'activation du « Plan Zamora » dans l'État de Carabobo, qui doit être interprété comme une expérience pilote avec la prétention de l'étendre ensuite à tout le pays. Ce plan consiste en la mise en place de tribunaux militaires à la place de la justice ordinaire pour juger les manifestants arrêtés, l'installation de fait de camps de détention dans les dépendances militaires, ce qui est alarmant et peut amener à dépasser la mince frontière qui conduit à l'établissement d'un gouvernement ouvertement répressif et totalitaire.

Marea Socialista, 7 mai 2017

Polémique des intellectuels de gauche

Fin mai dernier, un texte signé par des dizaines d'intellectuelEs de gauche lancé notamment par le sociologue vénézuélien Edgardo Lander et intitulé « Appel international urgent pour stopper la montée de la violence au Venezuela » a exprimé une « profonde préoccupation face à la situation incontrôlée de violence politique et sociale au Venezuela »...

Il considère qu'il existe d'un côté « un gouvernement de plus en plus délégitimé, prenant un fort caractère autoritaire » et, de l'autre, « des secteurs extrémistes dans l'opposition (très large et hétérogène) qui recherchent (...) une issue violente ». Souhaitant « chercher de nouvelles voies pour le dialogue politique et social », l'appel propose « la formation urgente d'un Comité international pour la paix au Venezuela ».

En réponse, le « Réseau des intellectuels, artistes et mouvements sociaux en défense de l'humanité » très proche des « gouvernements progressistes » d'Amérique latine a fait une réponse intitulée « Qui accusera les accusateurs ? » dénonçant publiquement ces intellectuels : les auteurEs y considèrent que le Venezuela est victime d'une « guerre de quatrième génération » menée par les États-Unis.

Selon eux, « ignorer [cette] dimension conduit à développer des analyses superficielles » et à une « fétichisation notable de la démocratie dans ses formats libéraux ».

Pour le NPA, le droit à la critique de toutes les formes d'autoritarisme est un droit essentiel, quels que soient les gouvernements en place. D'autre part, selon nous, le débat réel est comment affronter effectivement au mieux les manœuvres impérialistes et néolibérales, la violence paramilitaire, tout en luttant dans une perspective écosocialiste contre la bureaucratie « maduriste », les « bolibourgeois » qui accumulent des millions, en dénonçant clairement le paiement de la dette externe au détriment de l'économie locale par le gouvernement et des projets mega-extractivistes destructeurs comme l'Arc minier (voir ci-dessous).

Arc minier de l'Orénoque : quand Maduro et l'opposition s'entendent sur le dos des indigènes, des travailleurs et de l'environnement

Début 2016, le gouvernement Maduro a publié un décret dit de « l'Arc minier de l'Orénoque », qui confierait 112 000 km², soit 12 % du territoire national, à des dizaines de multinationales étrangères...

Celles-ci (chinoises, russes mais aussi occidentales comme la Gold Reserve canadienne) y exploiteraient or, diamants, fer, coltan, bauxite et autres minéraux. Ce texte suscite une vive opposition des militants révolutionnaires vénézuéliens, que ceux-ci s'affirment favorables ou défavorables à l'Assemblée constituante.

Ce projet contredit l'affirmation de souveraineté nationale sur les sous-sols, proclamés dans la Constitution promulguée au moment de l'accession d'Hugo Chávez au pouvoir.

L'Arc minier de l'Orénoque doit son existence légale à son statut de « zone économique de développement national », déclinaison vénézuélienne de la « zone économique spéciale » chinoise, dérogeant à l'impôt, au droit du travail...

Toujours l'extractivisme...

Ce projet est nocif pour les salariés mais aussi pour les dizaines de communautés indigènes qui vivent sur ces terres depuis des siècles. Derrière ce projet, on constate le maintien du paradigme extractiviste dans les perspectives du gouvernement, paradigme à l'origine de la crise économique actuelle, accentuant la dépendance au pétrole, négligeant la diversification des sources de revenus, enfermant l'humanité dans une logique de court-terme.

Si l'opposition néolibérale critique radicalement le projet d'Assemblée constituante, elle ne désapprouve pas l'Arc minier de l'Orénoque, partageant sur le fond avec le gouvernement Maduro le projet de dépossession des terres des indigènes, d'exploitation des travailleurs et de prédation de l'environnement.

Une brève chronologie

1958 : Fin de la dernière dictature militaire

Février 1989 : « Caracazo », émeutes de la faim et répression sanglante par le Président social-démocrate Carlos Andrés Pérez (entre 1 500 et 3 000 morts)

Février 1992 : Le lieutenant-colonel Hugo Chávez Frías et son mouvement, le MBR-200 (Movimiento Bolivariano Revolucionario 200) tentent un coup d'État anti-oligarchique qui échoue (Chávez, emprisonné, sera libéré en 1994).

Décembre 1998 : Chávez est élu sur la base d'un programme électoral anticorruption et qui promet de combattre la pauvreté.

Décembre 1999 : Entrée en vigueur de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, suite à une Assemblée constituante approuvée par référendum.

Avril 2002 : Coup d'État de la bourgeoisie contre le gouvernement bolivarien. Chávez est restitué à la présidence grâce à la mobilisation populaire et d'une partie de l'armée.

Décembre 2002-février 2003 : Lock-out patronal de l'économie vénézuélienne contré par un large mouvement de résistance populaire.

Août 2004 : Chávez gagne le référendum révocatoire présenté par l'opposition et radicalise son discours anti-impérialiste.

Janvier 2005 : Chávez revendique lors du Forum social mondial la nécessité du « socialisme du 21^e siècle », développement des « Missions » et expériences de cogestion ouvrière au Venezuela.

Décembre 2005 : L'opposition boycotte les élections parlementaires malgré les assurances sur la sincérité du scrutin.

Décembre 2006 : Réélection triomphale d'Hugo Chávez avec 63 % des suffrages exprimés.

Avril 2008 : nationalisation de SIDOR, immense complexe sidérurgique, sous la pression des travailleurs.

Septembre 2010 : Élections législatives qui consacrent une courte victoire du chavisme (48 % des voix, 59 % des sièges).

Mars 2013 : Décès du Président Chávez peu après sa 3^e réélection présidentielle. Nicolás Maduro, bientôt élu, le remplace à la tête de l'État.

Février-mars 2014 : Nouvelle escalade de violence de la part de l'opposition réclamant la « sortie » de Maduro, au bilan lourd : 43 morts, près de 500 blessés...

Avril-juin 2017 : Affrontements violents qui ont coûté la vie à plus de 80 personnes.

Références : la Constituante de Maduro, qu'est-ce que c'est ?

Nicolás Maduro

Ancien syndicaliste dans le métro de Caracas, il dirige le courant syndical le plus subordonné au gouvernement. Il devient ministre des Affaires étrangères de 2006 à 2013 avant de succéder à Hugo Chávez à son décès. Depuis, il gouverne un pays dans une crise économique et politique profonde.

Henrique Capriles

Issu de la grande bourgeoisie vénézuélienne, il participe à l'assaut contre l'ambassade de Cuba durant le coup d'État d'avril 2002. Il est depuis 2012 le principal représentant de l'opposition au gouvernement et incarne l'aile ayant renoncé aux tentatives de renversement par la rue. Il est condamné en avril 2017 à quinze ans d'inéligibilité.

Leopoldo López

Lui aussi de la grande bourgeoisie vénézuélienne, il est le maire de la partie la plus riche de Caracas de 2000 et 2008. Il participe à ce titre à la tentative de coup d'État d'avril 2002 et joue un rôle dans l'arrestation du ministre de l'Intérieur d'Hugo Chávez. Il incarne l'aile insurrectionnelle de l'opposition, appelant début 2014 à « la sortie » de Nicolás Maduro avant son terme constitutionnel. Il a été condamné à 13 ans et demi de prison pour ce rôle.

* * *

Nicolás Maduro a proposé de convoquer une Assemblée constituante. Celle-ci serait composée de 545 constituants, dont un tiers serait élu par secteurs (par ordre décroissant de postes à pourvoir : travailleurs, retraités, étudiants, conseils communaux, indigènes, paysans/pêcheurs, patrons et handicapés), et les deux autres tiers au suffrage universel par municipalité.

Les modalités d'élection du premier collège ne sont pas encore connues. Celles du second collège laissent apparaître une très forte surreprésentation des zones rurales. Un professeur à l'Université centrale du Venezuela a calculé qu'avec les mêmes rapports de forces électoraux qu'aux élections législatives de 2015 (58 % pour l'opposition, 42 % pour le gouvernement), le gouvernement obtiendrait 52 % des constituants du second collège. L'opposition a d'ores et déjà annoncé qu'elle refuserait de participer à un tel scrutin prévu fin juillet.

Pour aller plus loin

Olivier Compagnon (dir.) *et al*, *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier, 2009.

Olivier Folz (dir.) *et al*, *Le Venezuela d'Hugo Chávez : bilan de quatorze ans de pouvoir*, Presses universitaires de Nancy – Éditions universitaires de Lorraine, 2013.

Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne : promesses et défis d'un processus de changement social*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2012.

Cécile Raimbeau et Daniel Hérard, *Chroniques boliviennes. Un voyage dans la révolution vénézuélienne*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2014.

Rafael Uzcátegui, *Venezuela, révolution ou spectacle ? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien*, Paris, Spartacus, 2011.

Et sur la période récente :

Edgardo Lander, « Venezuela. L'implosion d'un pays rentier » disponible sur ESSF (article 41334), [Venezuela : l'implosion d'un pays rentier - Un document de travail](#)

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 388 (14/06/2017) :

<https://npa2009.org/arguments/venezuela-fin-du-chavisme-ou-sursaut-populaire>